

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 29 mai 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes économiques canadiens, premier trimestre de 2015 et mars 2015 2

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,1 % au premier trimestre, après avoir connu une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre de 2014. Il s'agit du premier taux de croissance négatif du PIB réel depuis le deuxième trimestre de 2011. Sur une base mensuelle, le PIB réel par industrie a reculé de 0,2 % en mars.

Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2015 17

En mars, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 954 \$, un montant presque inchangé par rapport à celui de 951 \$ enregistré le mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,8 %.

Services de restauration et débits de boissons, mars 2015 24

Indice des prix des logiciels commerciaux, avril 2015 26

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques, avril 2015 27

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers, avril 2015 28

Nouveaux produits et études 29

Calendrier des communiqués : juin 2015 30



Communiqués

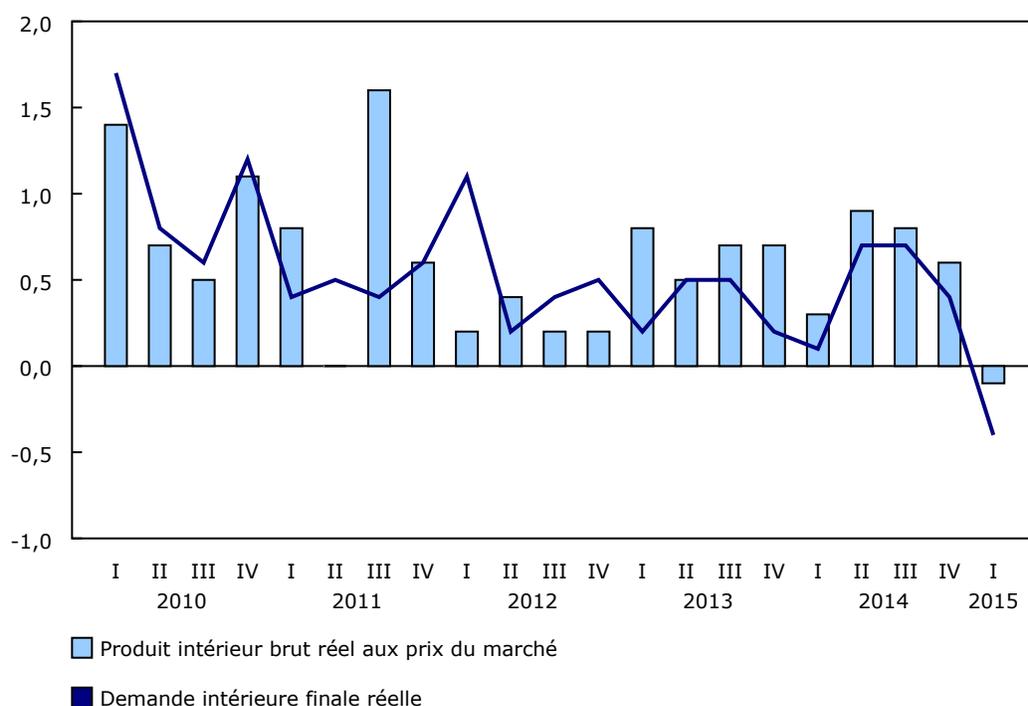
Comptes économiques canadiens, premier trimestre de 2015 et mars 2015

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,1 % au premier trimestre, après avoir connu une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre de 2014. Il s'agit du premier taux de croissance négatif du PIB réel depuis le deuxième trimestre de 2011. Sur une base mensuelle, le PIB réel par industrie a reculé de 0,2 % en mars.

La demande intérieure finale a diminué de 0,4 %, après avoir augmenté de 0,4 % au trimestre précédent.

Graphique 1 Produit intérieur brut et demande intérieure finale

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2007)



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0064.

La formation brute de capital fixe des entreprises a connu une baisse de 2,5 %, du fait principalement d'un recul de 4,1 % des ouvrages non résidentiels et des machines et du matériel. Par ailleurs, les investissements des entreprises dans les bâtiments résidentiels ont progressé de 1,0 %, surtout en raison d'une augmentation dans la construction de nouveaux logements.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 0,1 %, leur plus faible hausse depuis le deuxième trimestre de 2012. L'augmentation des dépenses en biens semi-durables et non durables a plus que contrebalancé la baisse des dépenses en biens durables. Les dépenses en services ont progressé à un rythme plus lent, soit 0,1 %.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont diminué de 0,2 %.

Les entreprises ont injecté 11,6 milliards de dollars dans leurs stocks au premier trimestre, en hausse par rapport aux 8,5 milliards de dollars investis au trimestre précédent. Les stocks de biens durables des grossistes ont augmenté de 7,1 milliards de dollars.

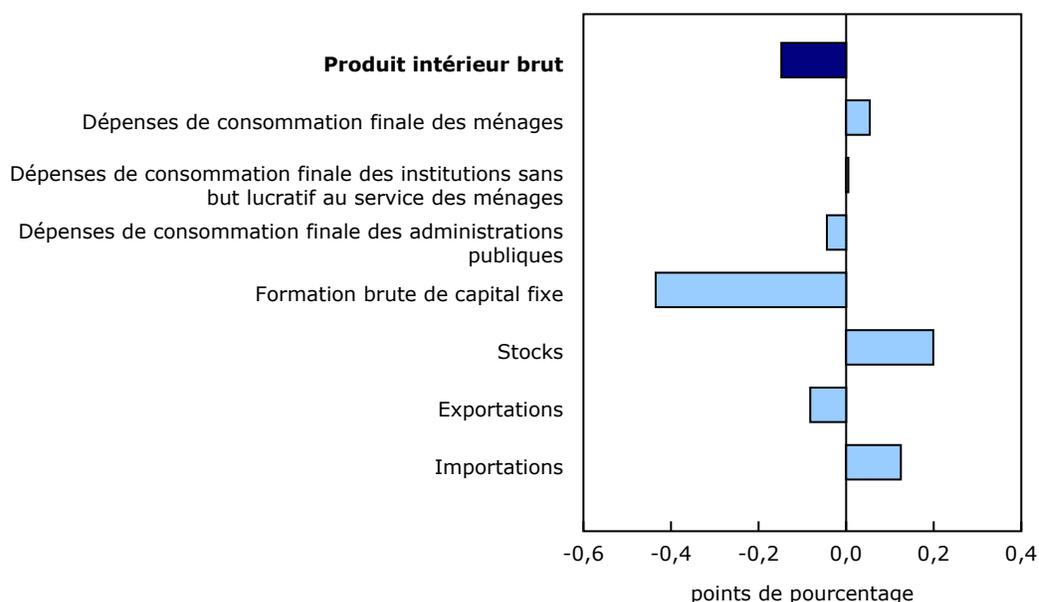
Les exportations de biens et de services ont diminué de 0,3 %, après avoir connu une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Les exportations de biens ont fléchi de 0,5 %, tandis que les exportations de services ont crû de 0,8 %. Les importations de biens et de services ont reculé de 0,4 %.

La valeur ajoutée des industries productrices de biens a diminué de 1,0 % au premier trimestre, tandis que celle des industries de services a connu une hausse de 0,2 %.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a affiché une baisse notable au premier trimestre, en raison d'un recul de 30 % des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière. La construction, le commerce de gros et la fabrication ont aussi affiché des baisses importantes. Des diminutions ont aussi été observées dans les services d'hébergement et de restauration, les services d'entreposage et de transport, ainsi que les activités des agents et courtiers immobiliers. Par ailleurs, le secteur de la finance et des assurances, les services publics, ainsi que le secteur de l'agriculture et de la foresterie, ont connu des hausses au premier trimestre. Le secteur public et les services professionnels ont aussi progressé.

Exprimé en taux annualisé, le PIB réel a reculé de 0,6 % au premier trimestre. En comparaison, le PIB réel aux États-Unis a progressé de 0,2 % (estimation provisoire).

Graphique 2 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, premier trimestre de 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0064.

Ralentissement des dépenses des ménages

Les dépenses de consommation finale des ménages ont crû de 0,1 % au premier trimestre. Il s'agit de la croissance la plus faible des dépenses des ménages depuis le deuxième trimestre de 2012. Une baisse des dépenses en biens durables (-1,4 %) a été contrebalancée par des hausses dans celles en biens semi-durables (+0,3 %) et en biens non durables (+0,7 %). Les dépenses en services ont connu une légère augmentation de 0,1 %.

Après avoir enregistré neuf trimestres de croissance, les dépenses en transport ont diminué de 0,6 %, en raison d'une baisse dans les achats de véhicules (-3,0 %). Les dépenses en logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ont progressé de 1,1 %.

Les dépenses des Canadiens à l'étranger ont connu un recul de 5,6 %, après avoir diminué de 1,0 % au quatrième trimestre de 2014.

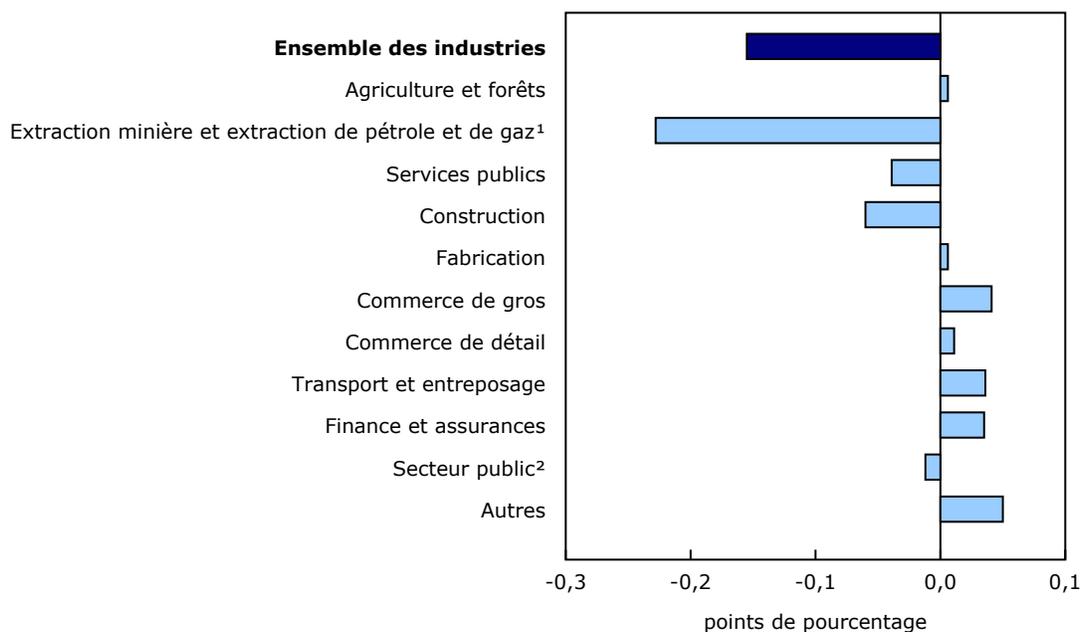
Baisse des dépenses des entreprises en usines et en matériel

La formation brute de capital fixe des entreprises dans les ouvrages non résidentiels et les machines et le matériel a diminué de 4,1 % au premier trimestre. Il s'agit de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre de 2009. Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont fléchi de 5,3 %, du fait principalement du recul des dépenses en ouvrages de génie (-6,4 %).

Les investissements des entreprises en machines et en matériel ont diminué de 1,9 %, soit la deuxième baisse trimestrielle. Les machines et le matériel industriels (-2,9 %), de même que les camions lourds et de poids moyens, les autobus et autres véhicules automobiles (-3,2 %), ont contribué le plus au recul. Par ailleurs, les dépenses en aéronefs et autre matériel de transport (+3,3 %) ont augmenté.

Graphique 3

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0064.

Raffermissement des investissements en logement

La formation brute de capital fixe des entreprises sous forme de bâtiments résidentiels a augmenté de 1,0 % au premier trimestre, après avoir connu une croissance de 0,1 % au quatrième trimestre de 2014. La hausse a été le fait de la construction de logements neufs (+3,5 %) et des rénovations (+0,3 %). Les coûts de transfert de propriété (-3,2 %) ont connu une baisse pour un deuxième trimestre consécutif, du fait de la faiblesse persistante de l'activité de revente de logements.

L'accélération de l'accumulation des stocks des entreprises se poursuit

Les entreprises ont injecté 11,6 milliards de dollars dans leurs stocks au premier trimestre, comparativement à 8,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2014.

Les grossistes ont augmenté considérablement leurs stocks de biens durables et non durables au cours du premier trimestre (+8,0 milliards de dollars) comparativement à l'accumulation enregistrée au quatrième trimestre de 2014 (+3,9 milliards de dollars). Les stocks des fabricants ont connu une hausse de 3,7 milliards de dollars, laquelle a été enregistrée principalement dans les stocks de biens durables. Les stocks agricoles ont diminué de 398 millions de dollars. Il s'agit de la cinquième baisse trimestrielle consécutive, celle-ci étant attribuable à la liquidation des stocks de céréales.

Contrairement aux grossistes et aux fabricants, les détaillants ont réduit leurs stocks de 1,2 milliard de dollars, par suite de l'écoulement des stocks de véhicules automobiles. Il s'agit de la réduction la plus importante des stocks du commerce de détail depuis le deuxième trimestre de 2013.

Les exportations reculent

Les exportations de biens et de services (-0,3 %) ont diminué pour un deuxième trimestre d'affilée, après avoir connu une baisse de 0,4 % au quatrième trimestre de 2014.

Les exportations de biens ont fléchi de 0,5 %, après avoir diminué de 0,7 % au trimestre précédent. Les exportations de véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles ont diminué de 5,9 %, soit une deuxième baisse trimestrielle consécutive attribuable principalement aux exportations plus faibles d'automobiles et de camions légers. Les exportations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques (-7,0 %), ainsi que de biens de consommation (-2,0 %), ont aussi diminué, après avoir connu quatre trimestres consécutifs de croissance positive.

Ces baisses ont été atténuées par des hausses dans les exportations de produits énergétiques (+4,2 %), de minerais et minéraux non métalliques (+4,6 %), de produits forestiers et matériaux de construction et d'emballage (+2,2 %), ainsi que de produits agricoles et de la pêche et produits intermédiaires des aliments (+1,9 %).

Les exportations de services ont progressé de 0,8 %, après avoir affiché une augmentation de 1,1 % au trimestre précédent. Les hausses des exportations de services commerciaux (+0,9 %) et de services de voyage (+0,3 %) ont contribué à l'augmentation. Les exportations de services de transport et de services généraux de l'administration publique ont aussi été plus élevées.

Les importations diminuent

Les importations de biens et de services ont diminué de 0,4 %, après avoir connu trois trimestres consécutifs de croissance positive. Les véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles (-3,6 %), les produits en métal et produits minéraux non métalliques (-3,7 %), les minerais et minéraux non métalliques (-8,6 %), ainsi que les biens de consommation (-0,6 %), ont contribué le plus au recul.

Les importations de véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles ont diminué, en raison principalement des importations plus faibles de pneus, moteurs et pièces d'automobiles (-4,3 %).

Par ailleurs, les importations de produits énergétiques ont progressé de 8,1 %, soit une troisième hausse trimestrielle consécutive. Les importations plus fortes de matériel et pièces électroniques et électriques (+2,8 %) ont été le fait principalement de la hausse des importations d'appareils de communication et d'audio-visuel.

Les importations de services ont diminué de 0,8 %, après avoir connu une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent, surtout en raison des baisses dans les services de voyage (-3,4 %) et les services généraux de l'administration publique (-5,5 %). Les importations de services commerciaux (+0,6 %) et de services de transport (+0,4 %) ont progressé.

Détérioration des termes de l'échange

Les termes de l'échange se sont détériorés pour un quatrième trimestre d'affilée, les prix à l'exportation ayant diminué, alors que les prix à l'importation ont augmenté. Par conséquent, le revenu intérieur brut réel a connu une baisse de 1,2 % au premier trimestre, comparativement à un recul de 0,1 % au quatrième trimestre de 2014.

Les prix à l'exportation ont fléchi de 2,2 %, tandis que les prix à l'importation ont augmenté de 1,1 %. Le prix global des biens et services produits au Canada a diminué de 0,5 %, après avoir affiché une baisse de 0,4 % au quatrième trimestre de 2014. Il s'agit de la deuxième diminution trimestrielle consécutive.

Le prix associé à la demande intérieure finale a progressé de 0,5 %, après avoir connu une hausse de 0,4 % au trimestre précédent.

Diminution du revenu à l'échelle de l'économie

Le PIB nominal a diminué de 0,7 % au premier trimestre, après avoir progressé de 0,1 % au trimestre précédent. Il s'agit de la première baisse depuis le deuxième trimestre de 2009.

La baisse marquée des prix de l'énergie a eu un effet significatif sur les revenus et les dépenses à l'échelle de l'économie au cours du trimestre. Alors que le PIB nominal a diminué de 0,7 % pendant le trimestre, le PIB excluant les dépenses en produits énergétiques a augmenté de 0,3 %. En termes réels, c'est le contraire qui s'est produit. Alors que le PIB réel total a diminué de 0,1 %, le PIB réel excluant les dépenses en produits énergétiques a connu un recul de 0,2 %.

La rémunération des salariés a augmenté de 1,1 %, après avoir connu une hausse de 0,5 % au quatrième trimestre de 2014. Les salaires et traitements dans les industries productrices de services ont progressé de 1,2 %, alors qu'ils ont diminué de 0,2 % dans les industries productrices de biens.

L'excédent d'exploitation brut des sociétés non financières a continué de diminuer, affichant un recul de 6,8 % au premier trimestre, après avoir connu une baisse de 1,3 % au trimestre précédent. De même, l'excédent d'exploitation brut des sociétés financières a fléchi de 1,5 % au premier trimestre, après avoir connu une baisse de 2,9 % au trimestre précédent.

Hausse du taux d'épargne des ménages

Le taux d'épargne des ménages s'est établi à 5,0 % au premier trimestre, en hausse par rapport au taux de 3,6 % enregistré au quatrième trimestre de 2014.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond aux intérêts versés sur les prêts hypothécaires et non hypothécaires des ménages divisés par leur revenu disponible, a diminué pour s'établir à 6,74 %, son niveau le plus faible depuis le début du calcul du ratio en 1990.

Le taux d'épargne national a diminué pour s'établir à 3,5 %, l'épargne nationale nette ayant affiché une baisse par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du niveau le plus faible depuis le troisième trimestre de 2010.

Produit intérieur brut par industrie, mars 2015

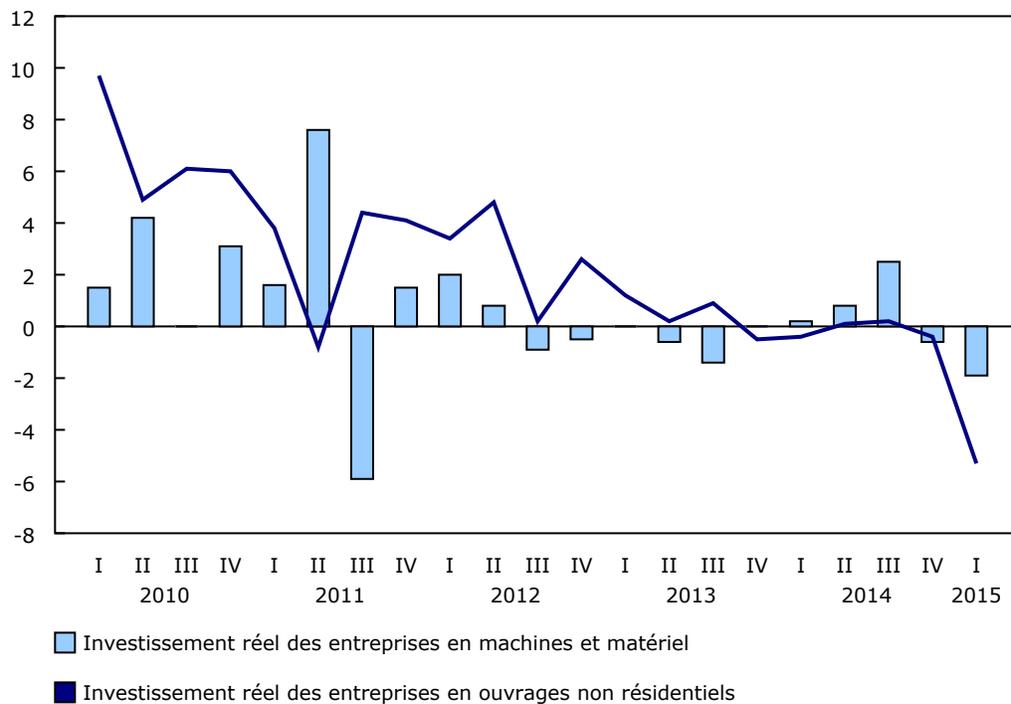
Le produit intérieur brut réel a diminué de 0,2 % en mars, en baisse pour un troisième mois consécutif. Le recul de la production des industries productrices de biens a plus que compensé l'augmentation générale de la production des industries de services.

La production de biens s'est repliée de 1,0 % en mars, en baisse pour un troisième mois consécutif, principalement en raison des diminutions observées dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz et, dans une moindre mesure, dans la construction. Des baisses ont aussi été enregistrées dans les services publics. Par contre, le secteur de l'agriculture et de la foresterie a progressé, tandis que la fabrication a connu une légère hausse.

La production des industries de services s'est accrue de 0,2 % en mars, après avoir légèrement augmenté de 0,1 % en février. Des hausses notables ont été observées dans le commerce de gros, le secteur de la finance et des assurances ainsi que les services de transport et d'entreposage. Le commerce de détail a aussi progressé. Par contre, le secteur de l'hébergement et des services de restauration a reculé, et le secteur public (qui regroupe les services d'enseignement, la santé et les administrations publiques) a affiché une légère baisse.

Graphique 4 Le produit intérieur brut réel baisse en mars

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2007)



Source(s) : Tableau CANSIM 379-0031.

Le secteur de l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz diminue de nouveau

Le secteur de l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz s'est replié de 2,6 % en mars, en baisse pour un cinquième mois consécutif. L'extraction de pétrole et de gaz ainsi que les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ont connu une baisse, tandis que l'extraction minière excluant l'extraction de pétrole et de gaz a progressé.

Après avoir connu une croissance de 2,3 % en janvier et une légère hausse de 0,1 % en février, l'extraction de pétrole et de gaz a reculé de 2,3 % en mars, sous l'effet des baisses enregistrées dans l'extraction de pétrole brut par des méthodes classiques et l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques.

Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ont reculé de 17 % en mars, en raison des baisses observées dans les services de forage et de montage. Ce repli est survenu à la suite d'une diminution de 15 % enregistrée en janvier et de 19 % en février.

L'extraction minière et l'exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz) ont progressé de 0,8 % en mars. L'augmentation enregistrée dans l'extraction de minerais métalliques, principalement le cuivre, le nickel, le plomb et le zinc, a plus que compensé la baisse observée dans l'extraction de potasse.

La construction baisse

La construction a reculé de 0,8 % en mars, en baisse pour un cinquième mois consécutif. Les diminutions enregistrées dans les ouvrages de génie et, dans une moindre mesure, dans la construction de bâtiments non résidentiels ont plus que compensé les hausses observées dans la construction de bâtiments résidentiels et les travaux de réparation.

Les activités des agents et courtiers immobiliers ont augmenté de 3,7 % en mars, après avoir progressé de 2,6 % en février.

Le commerce de gros et le commerce de détail augmentent

Le commerce de gros a progressé de 0,8 % en mars, principalement en raison des hausses observées par les grossistes de matériaux et fournitures de construction et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires, de boissons et de tabac. Les grossistes d'articles personnels et ménagers ainsi que de véhicules automobiles et de leurs pièces ont également contribué à la hausse. La croissance de mars fait suite à un recul de 2,5 % enregistré en janvier et de 1,0 % en février. Par contre, les activités des grossistes de machines, de matériel et de fournitures, des grossistes de produits divers ainsi que des grossistes-distributeurs de produits pétroliers étaient en baisse.

Après avoir connu une hausse de 1,4 % en février, le commerce de détail a progressé de 0,2 % en mars, entraîné par les magasins d'alimentation, les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires et les magasins de produits de santé et de soins personnels. La croissance a été atténuée par le recul des activités des magasins de marchandises diverses, des stations-service et des marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces.

La production manufacturière croît légèrement

La production manufacturière a connu une légère hausse de 0,1 % en mars.

La fabrication de biens non durables a connu une légère hausse de 0,1 % en mars. Les augmentations observées dans la fabrication de produits du pétrole et du charbon, de papier et d'aliments ont plus que compensé les baisses enregistrées dans la fabrication de produits chimiques ainsi que de produits textiles, de vêtements et de produits en cuir.

Après avoir connu une baisse de 1,5 % en janvier et de 2,6 % en février, la fabrication de biens durables était inchangée en mars. La fabrication de matériel de transport, notamment la fabrication de véhicules automobiles et la construction de navires et d'embarcations, a progressé. Par contre, la fabrication de produits métalliques, de machines et de produits informatiques et électroniques a reculé.

Le secteur de la finance et des assurances est en hausse

Le secteur de la finance et des assurances a augmenté de 0,5 % en mars, après avoir progressé de 0,8 % en février. Les services bancaires et d'investissement financier ont augmenté en mars.

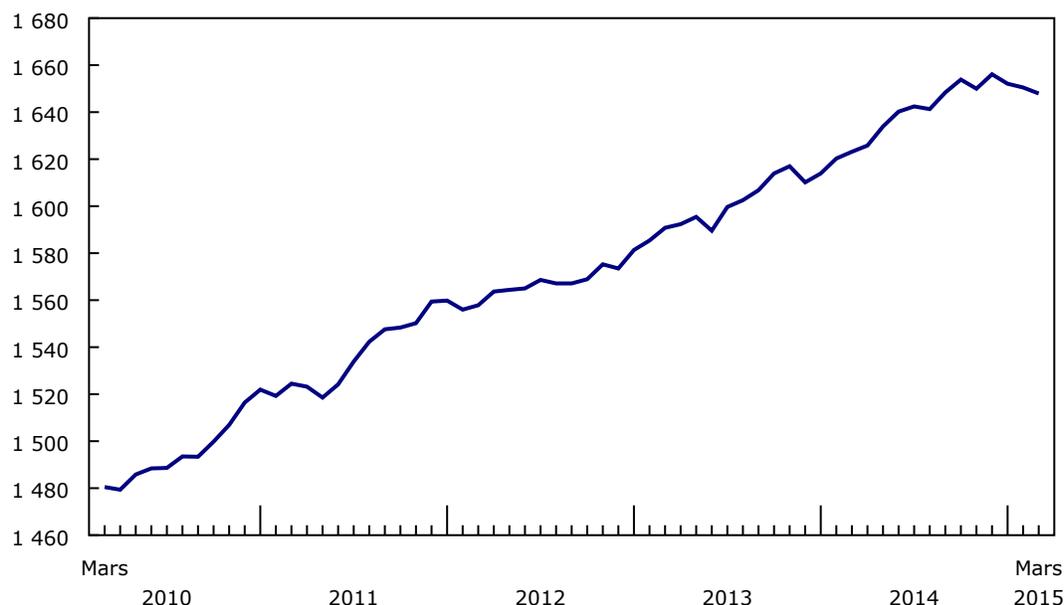
Autres industries

Les services publics ont reculé de 1,6 % en mars, après avoir enregistré des hausses en janvier et en février. La production, la transmission et la distribution d'électricité ainsi que la distribution du gaz naturel ont fléchi, en partie en raison des températures plus élevées que la normale en mars dans certaines régions du pays.

Le secteur public (qui regroupe les services d'enseignement, la santé et les administrations publiques) a connu une légère baisse de 0,1 %.

Graphique 5 Contribution des principaux secteurs industriels à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, mars 2015

milliards de dollars enchaînés (2007) — ensemble des industries



1. Comprend l'exploitation en carrière.
2. L'éducation, la santé et les administrations publiques.
Source(s) : Produit intérieur brut par industrie (1301).

Note aux lecteurs

Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (comme les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus et des statistiques relatives au mouvement de fonds (comme le revenu du travail, les bénéfices des sociétés, les emprunts hypothécaires et le financement total obtenu) sont calculées à partir de mesures nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

Il existe quatre façons d'exprimer le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et d'autres séries chronologiques comprises dans le présent communiqué.

1. À moins d'indication contraire, les taux de croissance de toutes les données trimestrielles comprises dans le présent communiqué représentent la variation en pourcentage dans la série d'un trimestre au suivant, par exemple du quatrième trimestre de 2014 au premier trimestre de 2015.

2. La croissance trimestrielle peut être exprimée à un taux annuel au moyen d'une formule de croissance composée, tout comme le taux d'intérêt mensuel peut être exprimé à un taux annuel. L'utilisation du taux de croissance à un taux annuel facilite la comparaison avec les statistiques officielles sur le PIB des États-Unis. Le taux de croissance trimestriel et le taux de croissance trimestriel annualisé devraient être interprétés comme une indication de la tendance la plus récente du PIB.

3. Le taux de croissance d'une année à l'autre représente la variation en pourcentage du PIB d'un trimestre donné au cours d'une année au même trimestre un an plus tard, par exemple du premier trimestre de 2014 au premier trimestre de 2015.

4. Les taux de croissance de toutes les données mensuelles comprises dans le présent communiqué représentent la variation en pourcentage dans la série d'un mois au suivant, par exemple de février à mars 2015.

Produits, services et demandes de renseignements

Analyse et tableaux détaillés

Le module [Système des comptes macroéconomiques](#), accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

L'étude sur le « Produit intérieur brut excluant les dépenses relatives aux produits énergétiques », qui fait partie de la publication *Comptes des revenus et dépenses, série technique (13-604-M)*, est maintenant disponible.

Des liens vers d'autres communiqués liés aux comptes nationaux se retrouvent dans le numéro du premier trimestre de 2015 de la publication *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 14, n° 1 ([13-010-X](#)). Cette publication est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Cette publication sera mise à jour le 12 juin, en même temps que la diffusion du communiqué sur les comptes du bilan national et des flux financiers.

Tableau 1
Produit intérieur brut selon le compte des revenus — Données désaisonnalisées aux taux annuels

	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Rémunération des salariés	1,1	1,2	0,6	1,0	0,5	1,1	1 004 108	1 015 268
Excédent d'exploitation brut	0,4	3,0	1,5	1,6	-1,2	-5,4	559 636	529 476
Revenu mixte brut	0,0	0,1	1,3	0,9	0,8	1,5	227 956	231 424
Impôts moins les subventions sur la production	1,0	-0,7	1,4	0,2	0,2	-1,0	77 864	77 056
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	1,6	2,6	0,7	1,9	0,9	1,9	122 760	125 100
Divergence statistique (millions de dollars)	-76	1 284	-828	-1 996	996	-568	-728	-1 296
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,8	1,6	0,9	1,1	0,1	-0,7	1 991 596	1 977 028

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0063](#).

Tableau 2
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation trimestrielle — Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	0,5	0,2	0,9	0,4	0,4	0,0	1 356 446	1 356 716
Dépenses de consommation finale des ménages	0,7	0,3	1,0	0,7	0,5	0,1	982 739	983 715
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,1	0,8	-0,0	0,5	0,2	0,4	25 376	25 472
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,0	-0,2	0,5	-0,2	0,3	-0,2	349 586	348 859
Formation brute de capital fixe	-0,6	-0,3	0,1	1,4	0,3	-1,8	409 268	401 888
Formation brute de capital fixe des entreprises	-0,4	-0,3	0,3	1,7	0,0	-2,5	344 270	335 596
Bâtiments résidentiels	-0,6	-0,6	2,5	2,8	0,1	1,0	117 466	118 617
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	-0,4	-0,2	0,4	1,0	-0,5	-4,1	194 829	186 816
Produits de propriété intellectuelle	0,1	0,3	-7,1	1,7	3,1	-5,8	33 447	31 513
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-1,7	-0,7	-0,9	-0,2	1,4	1,9	62 933	64 158
Investissements en stocks (millions de dollars)	5 132	-2 566	-9 110	-4 491	7 341	2 947	8 513	11 460
Exportations de biens et services	0,9	0,1	4,6	2,0	-0,4	-0,3	560 223	558 737
Moins : importations de biens et services	0,4	-1,1	2,4	1,0	0,4	-0,4	579 518	577 337
Divergence statistique (millions de dollars)	64	-1 139	733	1 759	-869	506	649	1 155
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,7	0,3	0,9	0,8	0,6	-0,1	1 765 019	1 762 406
Demande intérieure finale	0,2	0,1	0,7	0,7	0,4	-0,4	1 764 070	1 756 795

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Tableau 3
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation annualisée — Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %, annualisée						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	1,9	0,8	3,6	1,7	1,8	0,1	1 356 446	1 356 716
Dépenses de consommation finale des ménages	2,7	1,3	4,3	2,7	2,1	0,4	982 739	983 715
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,4	3,1	-0,1	1,9	0,6	1,5	25 376	25 472
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,0	-0,7	2,2	-0,9	1,0	-0,8	349 586	348 859
Formation brute de capital fixe	-2,3	-1,4	0,4	5,7	1,0	-7,0	409 268	401 888
Formation brute de capital fixe des entreprises	-1,5	-1,1	1,2	6,9	0,2	-9,7	344 270	335 596
Bâtiments résidentiels	-2,3	-2,4	10,2	11,8	0,3	4,0	117 466	118 617
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	-1,4	-0,7	1,4	4,1	-2,0	-15,5	194 829	186 816
Produits de propriété intellectuelle	0,5	1,0	-25,6	7,1	13,1	-21,2	33 447	31 513
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-6,5	-2,9	-3,5	-0,7	5,9	8,0	62 933	64 158
Investissements en stocks (millions de dollars)	5 132	-2 566	-9 110	-4 491	7 341	2 947	8 513	11 460
Exportations de biens et services	3,7	0,5	19,6	8,4	-1,7	-1,1	560 223	558 737
Moins : importations de biens et services	1,4	-4,5	9,8	4,2	1,6	-1,5	579 518	577 337
Divergence statistique (millions de dollars)	64	-1 139	733	1 759	-869	506	649	1 155
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,9	1,0	3,4	3,2	2,2	-0,6	1 765 019	1 762 406
Demande intérieure finale	0,9	0,3	2,8	2,6	1,6	-1,6	1 764 070	1 756 795

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Tableau 4
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses — Données désaisonnalisées aux taux annuels

	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Premier trimestre de 2015		
			Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel	Contributions à la variation en pourcentage des indices implicites de prix	Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, annualisées
	millions de dollars enchaînés (2007)		points de pourcentage		
Dépenses de consommation finale	1 356 446	1 356 716	0,015	0,296	0,060
Dépenses de consommation finale des ménages	982 739	983 715	0,054	-0,014	0,216
Biens	453 108	453 359	0,013	-0,200	0,052
Biens durables	142 954	140 946	-0,097	0,034	-0,387
Biens semi-durables	82 281	82 537	0,012	0,006	0,048
Biens non durables	229 710	231 391	0,098	-0,240	0,391
Services	529 441	530 150	0,041	0,186	0,164
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	25 376	25 472	0,005	-0,015	0,020
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	349 586	348 859	-0,044	0,325	-0,176
Formation brute de capital fixe	409 268	401 888	-0,435	0,198	-1,737
Formation brute de capital fixe des entreprises	344 270	335 596	-0,509	0,177	-2,032
Bâtiments résidentiels	117 466	118 617	0,068	0,018	0,271
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	194 829	186 816	-0,464	0,144	-1,848
Ouvrages non résidentiels	114 721	108 604	-0,387	0,025	-1,545
Machines et matériel	77 247	75 778	-0,076	0,120	-0,303
Produits de propriété intellectuelle	33 447	31 513	-0,114	0,015	-0,455
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 237	2 254	0,001	0,001	0,004
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	62 933	64 158	0,073	0,019	0,291
Investissements en stocks	8 513	11 460	0,199	-0,014	0,794
Exportations de biens et services	560 223	558 737	-0,082	-0,716	-0,327
Biens	477 167	475 000	-0,119	-0,707	-0,475
Services	83 868	84 504	0,037	-0,009	0,148
Moins : importations de biens et services	579 518	577 337	-0,125	0,348	-0,499
Biens	471 826	470 473	-0,078	0,301	-0,311
Services	107 439	106 601	-0,047	0,047	-0,188
Divergence statistique	649	1 155	0,029	0,000	0,116
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 765 019	1 762 406	-0,148	-0,584	-0,595
Demande intérieure finale	1 764 070	1 756 795	-0,419	0,494	-1,677

Source(s) : Tableaux CANSIM [380-0064](#) et [380-0066](#).

Tableau 5
Principaux indicateurs des comptes économiques canadiens — Données désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015
À l'échelle de l'économie						
Revenu intérieur brut réel (indice 2007=100)	110,3	111,1	111,4	112,0	111,9	110,5
Déflateur du produit intérieur brut (indice 2007=100)	111,4	112,9	113,0	113,3	112,8	112,2
Termes de l'échange (indice 2007=100)	101,5	103,2	101,5	100,7	98,5	95,3
Secteur des ménages						
Revenu disponible des ménages (millions de dollars)	1 095 188	1 106 124	1 112 676	1 122 860	1 129 208	1 146 308
Épargne nette des ménages (millions de dollars)	54 200	53 636	42 668	42 036	41 156	57 460
Taux d'épargne des ménages (%)	4,9	4,8	3,8	3,7	3,6	5,0
Ratio du service de la dette des ménages (%)	7,00	6,95	6,90	6,87	6,85	6,74
Secteur des administrations publiques						
Revenu disponible des administrations publiques (millions de dollars)	379 908	387 980	389 148	398 580	397 556	397 756
Épargne nette des administrations publiques (millions de dollars)	-30 424	-27 812	-27 672	-18 784	-22 364	-27 760
Secteur des sociétés						
Excédent d'exploitation net des sociétés non financières (millions de dollars)	234 068	245 504	249 288	251 644	244 396	212 560
Excédent d'exploitation net des sociétés financières (millions de dollars)	25 488	26 920	29 028	32 772	31 220	30 364
Épargne nette des sociétés non financières (millions de dollars)	13 948	22 180	29 008	21 352	12 992	-19 500
Épargne nette des sociétés financières (millions de dollars)	41 944	39 336	45 284	52 388	55 180	48 812
National						
Épargne nationale nette (millions de dollars)	77 940	87 432	88 480	94 196	84 328	55 752
Taux d'épargne national (%)	5,0	5,5	5,5	5,8	5,2	3,5

Source(s) : Tableaux CANSIM [380-0065](#), [380-0066](#), [380-0071](#), [380-0072](#), [380-0073](#), [380-0076](#) et [380-0079](#).

Tableau 6
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation d'une année à l'autre — Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2013	2014
	variation d'une année à l'autre en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	1,2	3,2	1,9	1,7	1,9	2,0	1 320 106	1 346 148
Dépenses de consommation finale des ménages	0,3	3,5	2,2	1,9	2,5	2,7	947 321	973 094
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2,9	-0,8	6,5	2,3	1,6	0,8	25 082	25 287
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	3,3	2,7	0,8	1,2	0,4	0,2	348 251	348 853
Formation brute de capital fixe	-11,5	11,5	4,8	4,8	0,4	0,2	404 755	405 605
Formation brute de capital fixe des entreprises	-15,6	11,7	7,9	7,0	0,8	0,8	338 438	341 054
Bâtiments résidentiels	-7,0	8,7	1,7	5,7	-0,4	2,7	112 048	115 095
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	-20,2	14,5	12,7	9,0	2,6	0,2	193 959	194 428
Produits de propriété intellectuelle	-16,9	9,9	5,7	1,0	-4,6	-2,7	33 944	33 025
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	9,3	10,5	-7,1	-4,8	-1,6	-2,7	64 168	62 453
Investissements en stocks (millions de dollars)	-13 136	4 651	11 364	-3 474	4 930	-4 837	12 368	7 530
Exportations de biens et services	-13,1	6,9	4,6	2,6	2,0	5,4	522 052	550 411
Moins : importations de biens et services	-12,4	13,6	5,7	3,7	1,3	1,8	561 603	571 488
Divergence statistique (millions de dollars)	154	601	-642	428	-1 163	517	-279	238
Produit intérieur brut aux prix du marché	-2,7	3,4	3,0	1,9	2,0	2,4	1 705 567	1 747 171
Demande intérieure finale	-1,9	5,0	2,5	2,5	1,5	1,6	1 723 322	1 750 113

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Tableau 7
Produit intérieur brut mensuel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) —
Données désaisonnalisées

	Octobre 2014 ^r	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^r	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Mars 2015 ^p	Mars 2014 à mars 2015 ^p
	variation mensuelle en %						millions de dollars ¹	variation en %
Ensemble des industries	0,3	-0,2	0,4	-0,2	-0,1	-0,2	1 647 931	1,5
Industries productrices de biens	0,6	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-1,0	491 421	-0,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,7	0,4	0,9	1,3	1,5	0,3	27 005	0,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1,8	-1,3	-0,6	-0,2	-1,2	-2,6	133 829	-3,3
Services publics	-1,1	2,5	-1,4	1,6	2,7	-1,6	40 589	1,2
Construction	0,4	-0,2	-0,2	-0,4	-0,8	-0,8	115 577	-0,3
Fabrication	0,3	-1,5	2,0	-0,9	-1,1	0,1	173 480	1,2
Industries productrices de services	0,2	-0,0	0,4	-0,2	0,1	0,2	1 157 549	2,4
Commerce de gros	-1,5	-0,9	2,5	-2,5	-1,0	0,8	91 823	2,3
Commerce de détail	-0,3	1,1	-1,5	-0,3	1,4	0,2	90 659	4,2
Transport et entreposage	0,0	-0,3	1,6	-0,7	-1,0	0,9	69 109	2,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,1	-0,3	-0,2	-0,0	0,1	0,0	52 311	-0,5
Finance et assurance	0,8	-0,0	1,3	0,1	0,8	0,5	117 123	7,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,3	0,2	0,1	-0,1	0,4	0,4	210 008	3,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,3	-0,1	0,2	0,0	-0,0	0,2	88 526	3,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,5	0,8	1,1	-0,2	-0,5	-0,5	11 756	-0,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	-0,1	-0,4	0,2	0,3	0,1	0,0	41 355	0,9
Services d'enseignement	2,3	0,3	-0,0	0,2	0,1	-0,2	85 568	0,9
Soins de santé et assistance sociale	0,1	-0,1	0,0	-0,0	0,4	0,0	111 601	1,4
Arts, spectacles et loisirs	-0,7	1,3	0,1	0,6	-0,1	1,1	11 623	2,6
Hébergement et services de restauration	0,6	-0,6	0,3	-0,9	-0,4	-0,9	33 750	0,4
Autres services, sauf les administrations publiques	0,2	-0,3	0,2	-0,1	0,1	0,1	32 904	2,0
Administrations publiques	-0,2	-0,2	0,1	0,2	-0,0	0,0	110 246	-0,1
Autres agrégations								
Production industrielle	0,7	-1,0	0,5	-0,3	-0,7	-1,2	353 941	-0,6
Fabrication de biens non durables	0,5	-1,4	1,8	-0,0	0,7	0,1	73 210	4,1
Fabrication de biens durables	0,1	-1,5	2,2	-1,5	-2,6	0,0	100 464	-1,0
Secteur des technologies de l'information et des communications	-0,4	0,0	0,3	-0,7	0,2	0,0	72 912	2,1
Secteur de l'énergie	0,5	-0,2	-1,3	0,5	-0,6	-2,7	154 834	-3,6
Secteur public	0,6	-0,0	0,0	0,1	0,1	-0,1	307 444	0,7

r révisé

p provisoire

1. Aux taux annuels.

Source(s) : Tableau CANSIM [379-0031](#).

Tableau 8
Produit intérieur brut trimestriel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) —
Données désaisonnalisées

	Quatrième trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 ^r	Deuxième trimestre de 2014 ^r	Troisième trimestre de 2014 ^r	Quatrième trimestre de 2014 ^r	Premier trimestre de 2015 ^p	Premier trimestre de 2015 ^p
	variation trimestrielle en %						millions de dollars ¹
Industries productrices de biens	0,6	0,8	1,0	0,2	0,7	-1,0	495 907
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-2,5	-3,4	-1,9	-3,1	0,5	3,2	26 812
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1,6	3,3	1,8	-1,0	1,7	-2,7	136 803
Services publics	1,3	0,2	-1,5	-0,9	1,5	2,7	40 684
Construction	-0,5	-0,3	0,7	1,1	0,1	-1,5	116 544
Fabrication	1,0	0,3	1,5	1,4	0,1	-0,8	174 068
Industries productrices de services	0,7	0,2	0,8	0,9	0,5	0,2	1 155 250
Commerce de gros	0,6	0,2	2,5	1,8	0,2	-1,6	91 661
Commerce de détail	0,8	-0,1	1,8	1,3	0,4	0,1	90 119
Transport et entreposage	2,4	0,3	2,1	0,7	-0,1	-0,2	68 952
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,1	-0,0	-0,2	-0,1	-0,3	-0,1	52 282
Finance et assurance	0,8	0,1	0,4	2,1	2,3	1,7	116 424
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,6	0,4	1,0	0,8	0,6	0,4	209 199
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,4	-0,1	1,0	1,4	0,4	0,2	88 420
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,7	-0,9	-0,8	-0,4	1,3	0,4	11 812
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	0,9	0,2	0,7	0,3	-0,2	0,3	41 337
Services d'enseignement	0,9	-0,2	-0,9	0,1	1,7	0,2	85 695
Soins de santé et assistance sociale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,1	0,2	111 452
Arts, spectacles et loisirs	1,9	-3,0	1,9	0,1	-0,1	1,4	11 542
Hébergement et services de restauration	0,0	0,6	1,7	0,9	0,4	-1,4	33 993
Autres services, sauf les administrations publiques	0,7	0,3	0,7	0,9	0,4	0,0	32 881
Administrations publiques	0,5	0,5	0,0	0,1	-0,4	0,2	110 253
Autres agrégations							
Production industrielle	1,3	1,5	1,3	0,2	0,9	-1,2	357 704
Fabrication de biens non durables	1,4	0,0	2,0	0,9	-0,3	1,2	72 994
Fabrication de biens durables	0,8	0,6	1,1	1,8	0,4	-2,3	101 323
Secteur des technologies de l'information et des communications	0,9	0,4	0,6	1,7	0,1	-0,4	72 834
Secteur de l'énergie	1,4	2,3	1,9	-1,7	0,8	-1,7	157 983
Secteur public	0,5	0,3	-0,0	0,3	0,4	0,2	307 425

r révisé

p provisoire

1. Aux taux annuels.

Source(s) : Tableau CANSIM [379-0031](#).

Produit intérieur brut par industrie

Données offertes dans CANSIM : tableau [379-0031](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1301](#).

Les données d'avril sur le produit intérieur brut par industrie seront diffusées le 30 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Allan Tomas au 613-790-6570, Division des comptes des industries.

Comptes des produits intérieurs bruts selon les revenus et les dépenses

Données offertes dans CANSIM : tableaux [380-0063](#) à [380-0076](#), [380-0078](#) à [380-0088](#), [380-0100](#) à [380-0107](#) et [382-0006](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1901](#) et [2602](#).

Les données du produit intérieur brut du premier trimestre de 2015 sont diffusées en même temps que les données révisées pour les premier, deuxième, troisième, et quatrième trimestres de 2014. Ces données intègrent des données de base nouvelles et révisées et des données mises à jour des tendances saisonnières.

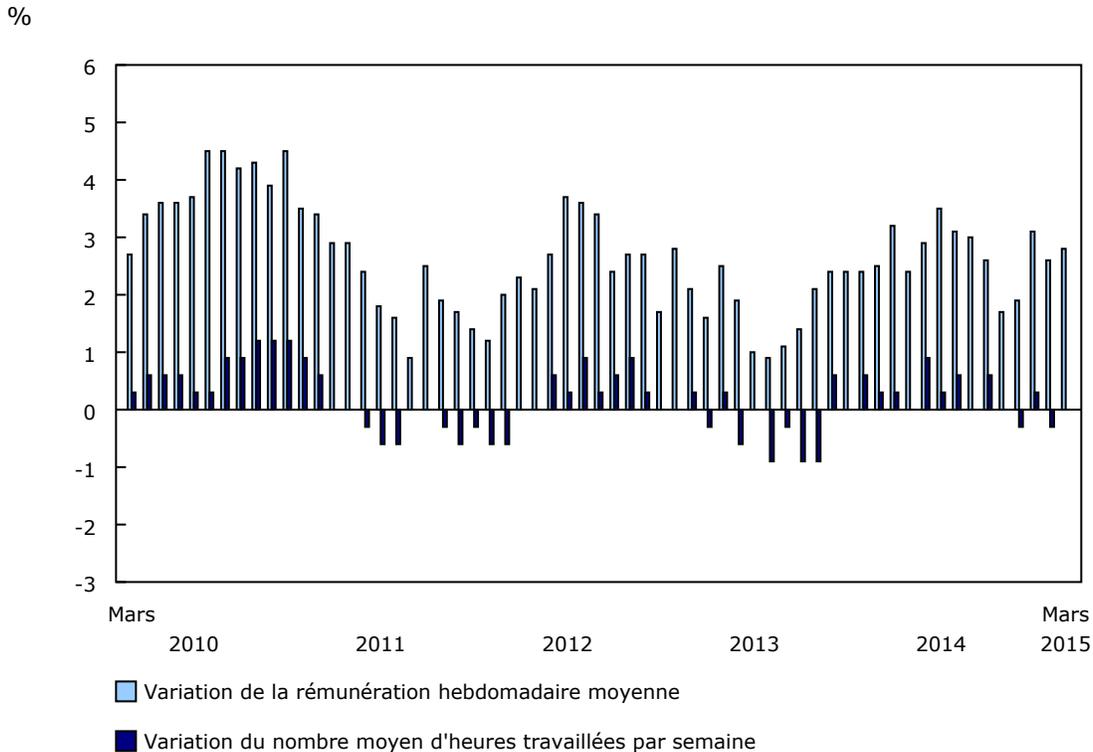
Les données sur le produit intérieur brut selon les revenus et les dépenses pour le deuxième trimestre seront diffusées le 1^{er} septembre. Pour obtenir plus de renseignements, consultez le *Guide des comptes des revenus et dépenses* ([13-017-X](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Emploi, rémunération et heures de travail, mars 2015

En mars, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 954 \$, un montant presque inchangé par rapport à celui de 951 \$ enregistré le mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 2,8 %.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



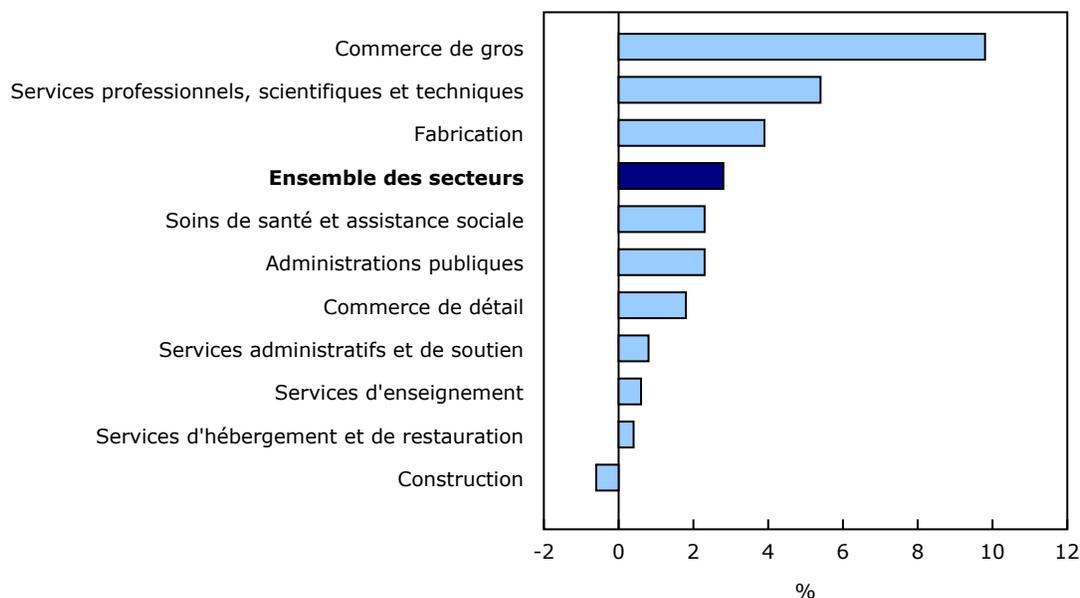
Source(s) : Tableau CANSIM 281-0063.

La hausse de 2,8 % de la rémunération hebdomadaire par rapport à mars 2014 s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine.

En mars, les employés salariés non agricoles ont travaillé 33,0 heures par semaine en moyenne, soit un nombre d'heures presque inchangé par rapport au mois précédent et un nombre d'heures inchangé par rapport à l'année précédente.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne entre mars 2014 et mars 2015 a été supérieure à la moyenne nationale dans 3 des 10 principaux secteurs d'activité, soit dans le commerce de gros, les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que la fabrication. Parallèlement, la rémunération a peu varié dans les services administratifs et de soutien, les services d'enseignement, les services d'hébergement et de restauration, ainsi que la construction.

Graphique 2**Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, mars 2015**

Source(s) : Tableau CANSIM 281-0047.

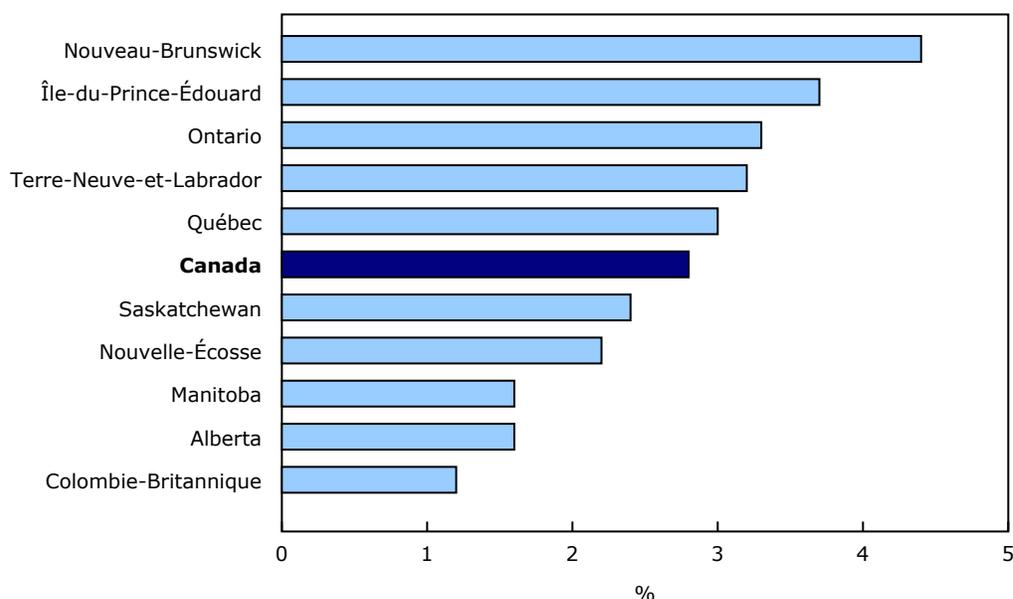
Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur du commerce de gros a augmenté de 9,8 % pour s'établir à 1 188 \$, la majeure partie de la croissance s'étant produite entre septembre et décembre. Au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, la hausse de la rémunération s'est répartie dans le secteur, et les plus fortes augmentations ont été observées chez les grossistes de produits alimentaires, de boissons et de tabac, ainsi que chez les grossistes de machines, de matériel et de fournitures.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques a progressé de 5,4 % pour atteindre 1 361 \$ au cours des 12 mois ayant pris fin en mars. La progression a été généralisée, et les plus fortes hausses ont été observées dans l'architecture, le génie et les services connexes, ainsi que dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes.

Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire dans le secteur de la fabrication a augmenté de 3,9 % pour s'établir à 1 077 \$. La croissance de la rémunération a été surtout attribuable à des hausses enregistrées dans la fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits minéraux non métalliques, ainsi que la première transformation des métaux.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a progressé dans toutes les provinces entre mars 2014 et mars 2015. La croissance la plus forte a été observée au Nouveau-Brunswick et la plus faible, en Colombie-Britannique.

Graphique 3**Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, mars 2015**

Source(s) : Tableau CANSIM 281-0049.

Au cours des 12 mois ayant pris fin en mars, la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick a augmenté de 4,4 % pour s'établir à 855 \$. La croissance de la rémunération s'est répartie dans la plupart des secteurs, tout particulièrement dans celui des services d'enseignement ainsi que celui des services professionnels, scientifiques et techniques.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 3,7 % pour atteindre 790 \$. Les hausses ont été généralisées, et l'augmentation la plus marquée a été observée dans le secteur de la finance et des assurances.

En Ontario, la rémunération hebdomadaire moyenne s'est accrue de 3,3 % par rapport à 12 mois plus tôt pour s'établir à 962 \$, soit la hausse la plus marquée depuis janvier 2011. Cette augmentation a été essentiellement attribuable à la croissance observée dans le commerce de gros, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans le secteur de la fabrication. La rémunération dans la province est en hausse depuis novembre.

La Colombie-Britannique a enregistré la plus faible croissance de la rémunération parmi les provinces par rapport à mars 2014, en hausse de 1,2 % pour passer à 905 \$. La faible croissance a été attribuable en partie à la baisse de la rémunération observée dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, ainsi qu'à la diminution du nombre d'employés dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, où la rémunération est élevée.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre d'emplois salariés non agricoles a diminué de 19 500 en mars, après avoir diminué de 14 000 en février. Les baisses les plus marquées en mars ont été observées dans les secteurs du commerce de détail, de la fabrication et de la construction. Parallèlement, le nombre d'emplois salariés a augmenté dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, ainsi que dans celui des arts, des spectacles et des loisirs.

Au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en mars, l'emploi salarié non agricole a augmenté de 161 500 ou de 1,0 %. Durant cette période, les secteurs qui ont connu la plus forte hausse de l'emploi ont été ceux de la foresterie, de l'exploitation forestière et des activités de soutien à la foresterie (+3,7 %), des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+3,3 %), des services d'hébergement et de restauration (+2,9 %), ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (+2,8 %). Parallèlement, l'emploi a diminué dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (-4,5 %), la majeure partie de la baisse s'étant produite depuis octobre. L'emploi dans le secteur des services publics (-3,9 %) était aussi en baisse comparativement à 12 mois plus tôt.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'ensemble des salariés non agricoles portent sur tous les salariés rémunérés à l'heure, les employés à salaire fixe ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Mars 2014	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	928,46	950,87	954,07	3,20	25,61	0,3	2,8
Foresterie, exploitation et soutien	996,58	1 103,08	1 102,46	-0,62	105,88	-0,1	10,6
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	2 031,57	2 072,51	2 091,90	19,39	60,33	0,9	3,0
Services publics	1 756,60	1 881,25	1 843,78	-37,47	87,18	-2,0	5,0
Construction	1 213,74	1 206,75	1 205,92	-0,83	-7,82	-0,1	-0,6
Fabrication	1 036,90	1 069,72	1 077,40	7,68	40,50	0,7	3,9
Commerce de gros	1 081,49	1 193,70	1 187,58	-6,12	106,09	-0,5	9,8
Commerce de détail	532,95	531,99	542,61	10,62	9,66	2,0	1,8
Transport et entreposage	989,26	1 021,11	1 024,02	2,91	34,76	0,3	3,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 179,43	1 179,73	1 229,78	50,05	50,35	4,2	4,3
Finance et assurances	1 185,71	1 233,48	1 246,61	13,13	60,90	1,1	5,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	905,37	973,33	934,15	-39,18	28,78	-4,0	3,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 291,61	1 342,93	1 360,78	17,85	69,17	1,3	5,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 332,76	1 393,55	1 410,39	16,84	77,63	1,2	5,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	764,48	769,12	770,27	1,15	5,79	0,1	0,8
Services d'enseignement	988,82	999,01	994,50	-4,51	5,68	-0,5	0,6
Soins de santé et assistance sociale	848,39	873,19	867,82	-5,37	19,43	-0,6	2,3
Arts, spectacles et loisirs	608,19	560,44	559,95	-0,49	-48,24	-0,1	-7,9
Services d'hébergement et de restauration	368,57	368,47	370,14	1,67	1,57	0,5	0,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	741,14	765,97	757,41	-8,56	16,27	-1,1	2,2
Administrations publiques	1 197,69	1 215,62	1 225,31	9,69	27,62	0,8	2,3
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	983,21	1 015,85	1 014,65	-1,20	31,44	-0,1	3,2
Île-du-Prince-Édouard	762,53	790,05	790,40	0,35	27,87	0,0	3,7
Nouvelle-Écosse	812,34	831,73	830,34	-1,39	18,00	-0,2	2,2
Nouveau-Brunswick	819,10	851,78	855,09	3,31	35,99	0,4	4,4
Québec	836,34	857,53	861,19	3,66	24,85	0,4	3,0
Ontario	930,88	958,53	962,06	3,53	31,18	0,4	3,3
Manitoba	852,04	874,74	865,60	-9,14	13,56	-1,0	1,6
Saskatchewan	967,05	991,21	990,06	-1,15	23,01	-0,1	2,4
Alberta	1 141,24	1 158,87	1 160,06	1,19	18,82	0,1	1,6
Colombie-Britannique	894,20	909,08	905,11	-3,97	10,91	-0,4	1,2
Yukon	1 026,22	1 056,29	1 049,44	-6,85	23,22	-0,6	2,3
Territoires du Nord-Ouest	1 378,26	1 378,55	1 402,86	24,31	24,60	1,8	1,8
Nunavut	1 216,06	1 227,72	1 235,87	8,15	19,81	0,7	1,6

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Mars 2014	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 509,5	15 690,6	15 671,0	-19,5	161,5	-0,1	1,0
Forêt, exploitation et soutien	38,6	39,8	40,0	0,2	1,4	0,5	3,7
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	230,7	222,4	220,3	-2,1	-10,4	-0,9	-4,5
Services publics	118,3	116,0	113,7	-2,2	-4,6	-1,9	-3,9
Construction	963,4	981,2	977,0	-4,2	13,6	-0,4	1,4
Fabrication	1 483,8	1 489,4	1 483,6	-5,8	-0,2	-0,4	0,0
Commerce de gros	772,4	783,1	781,0	-2,1	8,6	-0,3	1,1
Commerce de détail	1 930,3	1 930,7	1 924,3	-6,4	-6,0	-0,3	-0,3
Transport et entreposage	726,9	734,2	733,1	-1,2	6,2	-0,2	0,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	320,2	316,8	315,5	-1,4	-4,7	-0,4	-1,5
Finance et assurances	702,8	706,0	710,1	4,0	7,3	0,6	1,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	275,3	285,9	284,5	-1,4	9,2	-0,5	3,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	828,4	851,2	851,6	0,4	23,2	0,1	2,8
Gestion de sociétés et d'entreprises	102,6	105,8	103,0	-2,8	0,4	-2,7	0,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	776,9	775,6	775,2	-0,4	-1,7	-0,1	-0,2
Services d'enseignement	1 211,4	1 227,5	1 225,2	-2,3	13,8	-0,2	1,1
Soins de santé et assistance sociale	1 768,2	1 805,2	1 806,9	1,8	38,7	0,1	2,2
Arts, spectacles et loisirs	254,8	255,0	259,6	4,6	4,8	1,8	1,9
Services d'hébergement et de restauration	1 191,3	1 220,8	1 225,5	4,7	34,2	0,4	2,9
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	542,2	551,0	548,0	-3,0	5,8	-0,5	1,1
Administrations publiques	1 040,1	1 037,4	1 037,6	0,2	-2,5	0,0	-0,2
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	218,1	218,7	217,9	-0,8	-0,2	-0,4	-0,1
Île-du-Prince-Édouard	63,3	62,1	61,8	-0,3	-1,4	-0,5	-2,2
Nouvelle-Écosse	400,6	399,9	399,9	0,0	-0,7	0,0	-0,2
Nouveau-Brunswick	304,4	301,0	299,7	-1,3	-4,7	-0,4	-1,5
Québec	3 484,5	3 494,8	3 489,9	-5,0	5,3	-0,1	0,2
Ontario	5 882,7	5 986,0	5 982,2	-3,8	99,6	-0,1	1,7
Manitoba	577,6	583,4	581,7	-1,7	4,1	-0,3	0,7
Saskatchewan	484,6	486,8	486,0	-0,8	1,4	-0,2	0,3
Alberta	2 030,6	2 059,3	2 050,0	-9,3	19,4	-0,5	1,0
Colombie-Britannique	1 999,4	2 036,6	2 040,1	3,5	40,7	0,2	2,0
Yukon	21,4	20,3	20,2	-0,1	-1,2	-0,5	-5,6
Territoires du Nord-Ouest	27,8	26,7	26,9	0,1	-1,0	0,4	-3,5
Nunavut	14,6	14,8	14,7	-0,1	0,1	-0,5	0,8

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [281-0023](#), [281-0026](#), [281-0029](#), [281-0032](#), [281-0035](#), [281-0037](#), [281-0039](#), [281-0047](#) à [281-0049](#) et [281-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2612](#).

Il est possible de consulter un [tableau sommaire](#) à partir de l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web. Sous le module *Tableaux sommaires*, choisissez *Sujet* puis *Travail*.

Les données d'avril sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 25 juin.

Il est possible d'obtenir plus d'information en ligne sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)*, à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

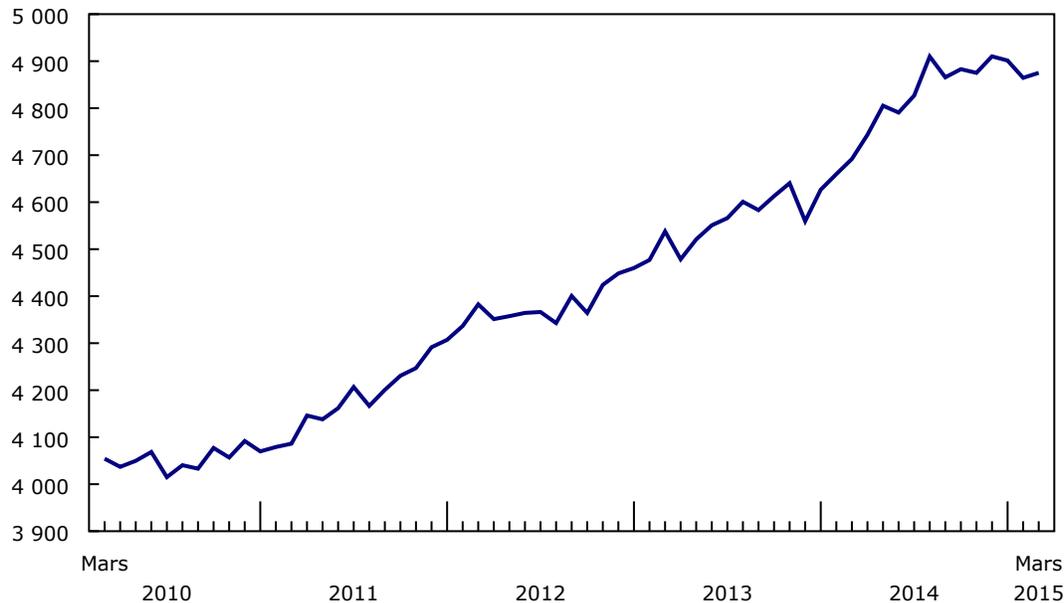
Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Services de restauration et débits de boissons, mars 2015

Les ventes des services de restauration et des débits de boissons ont augmenté de 0,2 % en mars pour s'établir à 4,9 milliards de dollars. Les prix des aliments achetés au restaurant ont crû de 2,8 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en mars, mais étaient inchangés par rapport à février.

Graphique 1 Augmentation des ventes des services de restauration et des débits de boissons en mars

millions de dollars courants



Source(s) : Tableau CANSIM [355-0006](#).

Trois des quatre secteurs ont affiché une augmentation des ventes en mars. L'augmentation en dollars a été principalement attribuable aux ventes du secteur des restaurants à service complet (+0,4 %). Les recettes du secteur des établissements de restauration à service restreint ont crû de 0,3 %, ce qui constitue une neuvième augmentation consécutive. Le secteur des débits de boissons a affiché une hausse des ventes (+0,8 %), laquelle a plus que compensé la diminution enregistrée en février. Une diminution des ventes a été observée dans le secteur des services de restauration spéciaux (-1,4 %), qui comprend les entrepreneurs en restauration, les traiteurs et les cantines mobiles, annulant les hausses enregistrées au cours des deux mois précédents.

Augmentation des ventes dans cinq provinces

Les ventes étaient en hausse dans cinq provinces en mars.

Les hausses des ventes les plus importantes ont été observées en Ontario (+1,2 %) et en Saskatchewan (+1,9 %), et ont été principalement attribuables aux augmentations enregistrées dans le secteur des établissements de restauration à service restreint. Les ventes ont crû au Québec (+0,2 %), en Nouvelle-Écosse (+0,6 %) et au Manitoba (+0,2 %).

La Colombie-Britannique (-1,3 %) et l'Alberta (-1,2 %) ont toutes deux affiché une baisse des ventes en mars, après avoir enregistré une hausse le mois précédent.

Note aux lecteurs

Toutes les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, consultez le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Au moment de la présente diffusion, les données mensuelles non désaisonnalisées ont été révisées rétroactivement à janvier 2013, et les données mensuelles désaisonnalisées ont été révisées rétroactivement à janvier 2010.

Les facteurs qui influent sur les révisions comprennent la réception tardive des renseignements communiqués par les répondants, la correction de renseignements dans les données fournies, le remplacement de chiffres estimatifs par des valeurs réelles (une fois celles-ci disponibles) et les mises à jour des facteurs saisonniers.

Tableau 1
Services de restauration et débits de boissons — Données désaisonnalisées

	Mars 2014 ^r	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^r	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	milliers de dollars					variation en %	
Ventes totales des services de restauration	4 691 938	4 910 207	4 901 266	4 864 472	4 875 139	0,2	3,9
Restaurants à service complet	2 049 817	2 141 255	2 128 127	2 086 518	2 095 337	0,4	2,2
Établissements de restauration à service restreint	2 054 319	2 174 916	2 179 978	2 183 240	2 189 621	0,3	6,6
Services de restauration spéciaux	397 266	406 183	410 917	413 436	407 527	-1,4	2,6
Débits de boissons	190 537	187 853	182 243	181 278	182 654	0,8	-4,1
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	67 413	76 149	74 765	76 480	76 351	-0,2	13,3
Île-du-Prince-Édouard	16 119	17 793	17 454	17 354	17 180	-1,0	6,6
Nouvelle-Écosse	110 821	119 271	116 800	116 885	117 620	0,6	6,1
Nouveau-Brunswick	80 400	86 251	85 091	86 199	85 695	-0,6	6,6
Québec	877 088	887 102	890 361	876 050	877 702	0,2	0,1
Ontario	1 804 486	1 900 120	1 899 695	1 866 204	1 888 363	1,2	4,6
Manitoba	135 952	142 712	143 865	142 342	142 674	0,2	4,9
Saskatchewan	146 950	152 789	153 325	151 954	154 873	1,9	5,4
Alberta	709 141	738 325	733 246	735 800	727 044	-1,2	2,5
Colombie-Britannique	729 610	775 230	772 578	780 835	770 671	-1,3	5,6
Yukon	5 523	5 907	5 801	6 033	F	F	F
Territoires du Nord-Ouest	7 275	7 281	7 114	7 068	F	F	F
Nunavut	1 160	1 276	1 170	1 268	F	F	F

^r révisé

^p provisoire

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source(s) : Tableau CANSIM [355-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableau [355-0006](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2419](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des prix des logiciels commerciaux, avril 2015

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) était inchangé en avril par rapport au mois précédent.

D'une année à l'autre, l'IPLC s'est accru de 9,1 %.

Note aux lecteurs

L'Indice des prix des logiciels commerciaux est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels généralement achetés par les entreprises et les administrations publiques. À chaque diffusion, les données des six mois précédents pourraient avoir été révisées. L'indice n'est pas désaisonné.

Cet indice est offert à l'échelle du Canada seulement.

Données offertes dans CANSIM : tableau [331-0009](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5068](#).

Les données de mai sur l'Indice des prix des logiciels commerciaux seront diffusées le 26 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques, avril 2015

En avril, les prix des ordinateurs commerciaux étaient inchangés et les prix des ordinateurs vendus aux consommateurs ont augmenté de 0,4 % par rapport à mars. En ce qui concerne les périphériques d'ordinateurs, les prix des moniteurs et des imprimantes ont diminué de 0,2 %.

D'une année à l'autre, les prix des ordinateurs commerciaux ont augmenté de 2,6 % et les prix des ordinateurs vendus aux consommateurs ont reculé de 0,3 %.

Note aux lecteurs

Les indices des prix des ordinateurs et des périphériques sont des séries mensuelles qui mesurent les changements au fil du temps pour le prix des ordinateurs et des périphériques vendus au secteur de l'administration publique, aux entreprises et aux consommateurs. À chaque diffusion, les données des six mois précédents pourraient avoir été révisées. Les indices ne sont pas désaisonnalisés.

Ces indices sont offerts à l'échelle du Canada seulement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [331-0010](#) et [331-0011](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5032](#).

Les données de mai sur les indices des prix des ordinateurs et des périphériques seront diffusées le 26 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des prix des services de messageries et des services de messagers, avril 2015

L'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers (IPSMSM) a progressé de 0,9 % en avril comparativement à mars. La composante des messageries (+1,0 %) et celle des services locaux de messagers et de livraison (+0,2 %) ont toutes deux augmenté.

D'une année à l'autre, l'IPSMSM a diminué de 0,9 % en avril.

Note aux lecteurs

L'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers est un indice mensuel des prix qui mesure l'évolution des services de messageries et de services de messagers fournis par des entreprises de livraison sur de longues et de courtes distances à des clients d'affaires établis au Canada.

Les données sont seulement disponibles à l'échelle du Canada.

À chaque diffusion, les données des six mois précédents pourraient avoir été révisées. L'indice n'est pas désaisonné.

Données offertes dans CANSIM : tableau [329-0053](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5064](#).

Les données de mai de l'Indice des prix des services de messageries et des services de messagers seront diffusées le 26 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens, premier trimestre 2015, vol. 14, n° 1
Numéro au catalogue [13-010-X](#) (HTML)

Comptes des revenus et dépenses, série technique : « Produit intérieur brut excluant les dépenses relatives aux produits énergétiques », n° 80
Numéro au catalogue [13-604-M2015080](#) (HTML)

Calendrier des communiqués : juin 2015

(En raison de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
3	Commerce international de marchandises du Canada	Avril 2015
3	Étude : Les variations du patrimoine selon la répartition du revenu	1999 à 2012
5	Enquête sur la population active	Mai 2015
5	Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre	Premier trimestre de 2015
8	Permis de bâtir	Avril 2015
11	Bilan des investissements internationaux du Canada	Premier trimestre de 2015
11	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Premier trimestre de 2015
11	Indice des prix des logements neufs	Avril 2015
12	Comptes du bilan national et des flux financiers	Premier trimestre de 2015
15	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Avril 2015
16	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Avril 2015
16	Postes vacants	Moyenne de trois mois se terminant en mars 2015
17	Commerce de gros	Avril 2015
18	Assurance-emploi	Avril 2015
18	Voyages entre le Canada et les autres pays	Avril 2015
19	Commerce de détail	Avril 2015
19	Indice des prix à la consommation	Mai 2015
25	Emploi, rémunération et heures de travail	Avril 2015
26	Indicateurs nationaux du tourisme	Premier trimestre de 2015
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Mai 2015
30	Produit intérieur brut par industrie	Avril 2015
30	Superficies des principales grandes cultures	Juin 2015

Voir aussi le [calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques](#) pour le reste de l'année.

	<p>Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada</p> <p>Numéro au catalogue 11-001-X.</p> <p>Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.</p> <p>Pour consulter <i>Le Quotidien</i> sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : http://www.statcan.gc.ca.</p> <p>Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada :</p> <p>http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm</p>
---	--